

Élevage : l'agroécologie face à la stratégie d'intensification des troupeaux

Bio Goura Soulé est assistant technique Élevages et Pastoralisme à la direction de l'Agriculture et du Développement Rural de la Commission de la CEDEAO et membre d'Inter-réseaux. Cet agroéconomiste s'intéresse particulièrement aux mutations des systèmes pastoraux. Pour *Grain de sel*, il analyse les défis de la filière élevage en Afrique de l'Ouest.



Bio Goura Soulé

Grain de sel: Le pastoralisme est souvent présenté comme un mode d'élevage intrinsèquement agroécologique. Les pratiques agroécologiques ont-elles gagné du terrain ces dernières années dans la filière élevage ?

Bio Goura Soulé: Je crois plutôt qu'on a perdu du terrain, parce que la volonté systématique de certains États et acteurs de région de créer des ranchs et des zones d'aménagement de production bovine, comme on les dénomme par exemple au Togo, participe de la volonté d'intensification de la production animale. La CEDEAO s'apprête d'ailleurs à évaluer ces zones d'aménagement, afin de collecter des éléments de débat pour évaluer les impacts potentiels ou probables de ces stratégies.

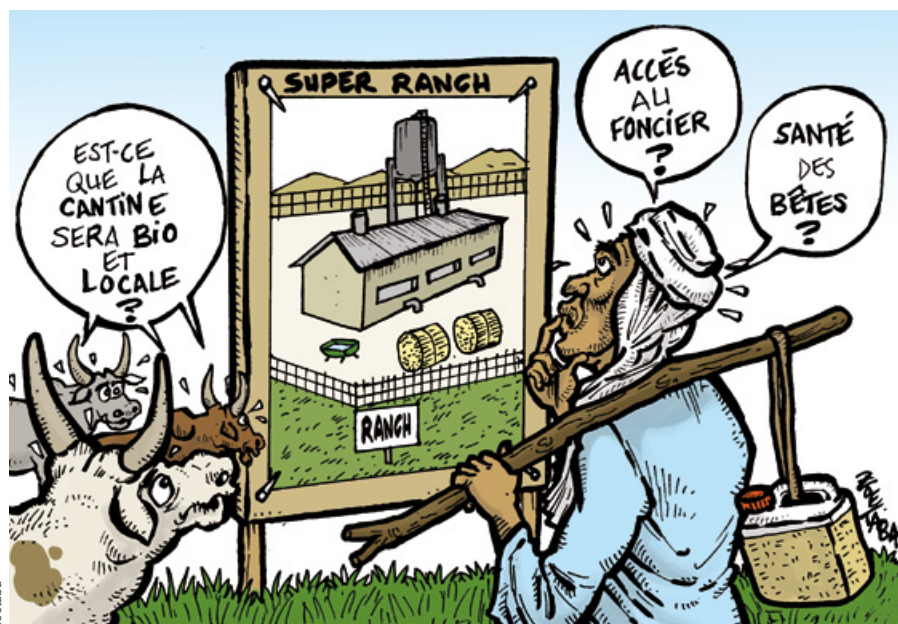
Dans le cadre du pastoralisme, un des enjeux majeurs est d'avoir des systèmes qui permettent un accès équitable aux ressources naturelles (foncier, pâturage et eau). Les

éleveurs et leurs troupeaux ont besoin de pouvoir se déplacer, de trouver en temps opportun le bon fourrage, des points d'eau non querrellés, des aires de repos, des couloirs de passage aménagés qui n'empiètent pas sur les exploitations agricoles. Cette question de l'accès aux fourrages et à l'eau est centrale, aussi bien pour une population de plus en plus nombreuse que pour un cheptel qui croît à un taux d'évolution très proche de celui de la population. Mais dans le subconscient de beaucoup de gens, les systèmes d'élevage mobiles sont destructeurs de l'environnement. Même si beaucoup de travaux ont prouvé le contraire, on peine à convaincre que le passage d'un troupeau n'est pas un facteur de détérioration des ressources naturelles.

Il y a également tout un enjeu d'aménagement de complexes qui vont certainement amener à réduire les distances de la mobilité du cheptel, à créer des zones de stabilisation du cheptel, afin de ne plus transporter le lait

sur de longues distances. L'Offensive Lait de la CEDEAO vise à promouvoir les chaînes de valeur du lait local dans la région. Son objectif est d'atteindre une production de 10 milliards de litres par an à l'horizon 2030, contre 5 à 6 actuellement. Une telle ambition nécessite le déploiement de gros efforts au point de vue de l'alimentation du bétail, d'amélioration de la productivité des races locales, de santé animale et de collecte du produit au profit des unités de transformation locale. À cela, il faut ajouter l'obligation de tenir compte des orientations du marché et des habitudes de consommation pour promouvoir des produits similaires ou proches de ceux que proposent les multinationales. Il s'agit là d'un ensemble de défis à relever.

Quoi qu'il en soit, il est inconcevable de sédentariser 515 millions de bêtes dans des enclos et des ranchs. Cela n'est ni pertinent sur le plan technique, ni économiquement et socialement rentable. Une sédentarisation à grande échelle soulèverait des problèmes fonciers qui sont aujourd'hui non seulement cruciaux, mais se complexifient de plus en plus. Et comme les éleveurs sont encore considérés comme des populations mobiles, qui théoriquement, n'ont pas droit de façon définitive à une portion de foncier, cela bloque. C'est une des causes principales de conflits: l'accès aux ressources naturelles, mais aussi les conflits communautaires. En 2014, lors de la publication du premier *Grain de sel* sur les transitions agroécologiques, la question foncière n'était pas si cruciale. Elle était vue sous l'angle de l'accaparement de terre, notamment dans les pays côtiers et c'était une préoccupation commune aux agriculteurs et éleveurs. Malheureusement, depuis quelques années, certains pays de la région ont tendance à limiter l'accès aux ressources naturelles (surtout au foncier) aux éleveurs, allant jusqu'à considérer le pastoralisme comme un facteur de perturbation de l'ordre social. Certains acteurs politiques



Zoetaba

n'hésitent pas à dire, et à tort, que le pastoralisme est un des éléments d'expansion du terrorisme dans la région.

GDS: Comment répondre à la demande croissante sans passer vers un système d'élevage exclusivement sédentaire?

BGS: On pourrait éviter de grands ranchs d'élevage extensifs et conserver la mobilité des animaux entre pays sahéliens et pays côtiers. Cela nécessite des schémas d'aménagement du territoire sous-régional ainsi que dans chaque pays, afin d'alterner l'arrivée et le départ des animaux selon les saisons. Si on rompt cette mobilité, on sera obligé de réguler à la baisse le nombre d'animaux. On doit aussi réfléchir à (re)penser la mobilité pour différentes catégories d'animaux. Les vaches en lactation doivent-elles rester près des centres de collecte et être mieux nourries par exemple? Mais combien de personnes ont une capacité d'élevage pour entretenir 10 vaches qui produisent dix litres chacune par jour? Sur combien de temps? Les formations de base ne sont pas orientées vers cette massification de professionnels qui pourraient contribuer à transformer sérieusement les exploitations.

GDS: Quel est l'impact environnemental des unités sédentarisées?

BGS: Les gens redoutent qu'une plus forte sédentarisation arrive à une concentration de têtes d'animaux qui vont produire encore plus de carbone. Mais nous pensons que des concentrations à petite échelle, bien structurées et bien réparties au niveau des pays peuvent aider à préserver l'environnement, par la fumure, une meilleure valorisation des résidus de récolte et des agro-industries (les tourteaux, les sons, les drèches). Cela va nécessiter des systèmes de production qui impliquent une rotation ou association cultures vivrières et cultures fourragères. Mais pour le moment ces expériences sont embryonnaires et pas encore suffisamment structurées.

GDS: En cas d'intensification, comment sera nourri le bétail? Peut-on favoriser des pratiques agroécologiques pour le fourrage?

BGS: On ne dispose pas encore d'expériences avérées permettant de répondre de façon satisfaisante à cette question. On observe aujourd'hui quelques enclaves de production fourragère qui recourent à des pratiques agroécologiques, dans des espaces assez boisés et cultivés, avec une présence d'animaux qui broutent pendant un moment. Ces parcelles de production sont fumées par les bouses de vache. Au Bénin, dans les



communes de Bassila et de Tchaourou, des agro-éleveurs ont mis en place des parcelles de cultures fonctionnant sous ce modèle. Mais ce sont des initiatives un peu isolées dans le paysage agraire de ce pays. Peut-on généraliser ce système de production? C'est encore toute la question.

"DES CONCENTRATIONS À PETITE ÉCHELLE, BIEN STRUCTURÉES ET BIEN RÉPARTIES PEUVENT AIDER À PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT"

La CEDEAO vient de se doter d'un plan d'action pour l'alimentation animale, afin d'accompagner la stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux à travers l'appui du projet "élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest" (PEPISAO). Ce plan met le focus sur la production fourragère en capitalisant sur les acquis du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS). Le budget total de ce plan quinquennal est estimé à 650 millions de dollars US dont 40 % seront dédiés à promouvoir la production à grande échelle des cultures fourragères. En effet la composante 1 du plan vise "l'amélioration de l'accessibilité et de l'utilisation durable des ressources fourragères de qualité, avec pour objectif d'accroître la disponibilité, l'accès physique et économique apaisé et l'utilisation de fourrages de qualité, provenant des pâturages naturels, des sous-produits agricoles et des cultures fourragères".

Cette option suggère que l'accent sera mis sur la production à grande échelle des cultures fourragères en fonction des zones agroécologiques de la région. De toute évidence des pays comme le Nigeria et ceux du Sahel vont suivre cette option, en espérant qu'ils mettent l'accent sur les légumineuses, sachant qu'ils sont par ailleurs les premiers producteurs régionaux de maïs... Ce plan quinquennal n'a pas explicitement indiqué les systèmes de production à promouvoir, même s'il aborde la logique de recourir à "des pâturages naturels, des sous-produits agricoles et des cultures fourragères". La cohérence en termes de système de production pour alimenter les animaux n'est pas encore développée. Déjà que dans le cadre des productions traditionnelles pour nourrir les populations, on éprouve des difficultés à faire passer les principes d'agroécologie...

GDS: Est-ce que la CEDEAO pourrait envisager des mesures incitatives pour inviter à plus de cohérence du développement des systèmes d'élevage?

BGS: La CEDEAO envisage l'élevage comme un véritable système de production économique auquel il faut apporter un certain nombre d'incitations et de mesures politiques pour qu'il prospère. Mais ces mesures incitatives ont un coût. Qui les paye? Nos pays, avec leurs engagements budgétaires vis-à-vis du FMI, ont-ils les moyens des politiques incitatives pour transformer nos systèmes d'élevage? C'est la grande question. Quand on parle d'agroécologie et d'élevage en Afrique, il va falloir continuer de sensibiliser pour que cela soit accepté, non pas comme une pratique parachutée d'en haut, mais comme une rénovation de ce que les gens savent faire, en capitalisant sur les meilleures expériences. ■

Propos recueillis par Émilie Langlade (IR) et Léa Graafland (IRAM)